

Kinshasa, entre accalmie et résurgence des tensions

Si les élections de décembre 2023 semblent avoir épargné Kinshasa des violences redoutées, la capitale reste un terrain propice aux tensions. Épicentre des rivalités politiques et baromètre des rapports de force nationaux, elle demeure marquée par des fractures profondes, tant sociales que sécuritaires. Cette deuxième note de la série analyse les nouvelles dynamiques de mobilisation des acteurs de violence, les incertitudes liées à la réforme constitutionnelle, et l'impact grandissant du conflit dans l'Est sur l'équilibre fragile de la ville.

Kinshasa, longtemps bastion de l'opposition et centre des grandes mobilisations populaires, est aujourd'hui tiraillée entre apathie et résurgence sporadique des contestations. Si l'opposition peine à rassembler comme autrefois, des épisodes récents, comme les manifestations de fin janvier visant les ambassades après la chute de Goma, rappellent que la capitale reste un terrain propice aux tensions. Cette colère exprimée dans la rue ne traduit cependant pas un regain de dynamisme contestataire au sens traditionnel, mais plutôt une reconfiguration des canaux de mobilisation, où l'indignation populaire est parfois activée par des acteurs politiques agissant publiquement ou de manière larvée, en fonction bien évidemment de leurs intérêts.

L'opposition politique, autrefois capable de drainer des foules impressionnantes dans les rues de la capitale sous l'égide de figures emblématiques comme Étienne Tshisekedi ou Martin Fayulu, s'est fragmentée au fil des années. Cette désunion, exacerbée par l'éclatement de la coalition Lamuka et l'absence d'une stratégie commune, a laissé un vide dans la mobilisation populaire. Dans ce contexte, beaucoup de Kinois, confrontés à la vie chère et à l'incertitude quotidienne, se sont repliés sur eux-mêmes, donnant l'image d'une capitale où le fatalisme semble parfois prendre le dessus sur l'engagement collectif. Une léthargie qui touche même les mouvements citoyens et autres groupes de pression : le Comité laïc de coordination (CLC), la Lutte pour le changement (Lucha), Filimbi, ou encore le Ministère des laïcs protestants (Milapro). Un proche de Fayulu en tire la leçon suivante : « Ce que nous faisons, c'est pour l'intérêt de la population, mais il faut que cette dernière se joigne à nous quand nous devons marcher. Malheureusement, beaucoup de Kinois sont devenus indifférents¹. »

Autre facteur : le changement de statut de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS).

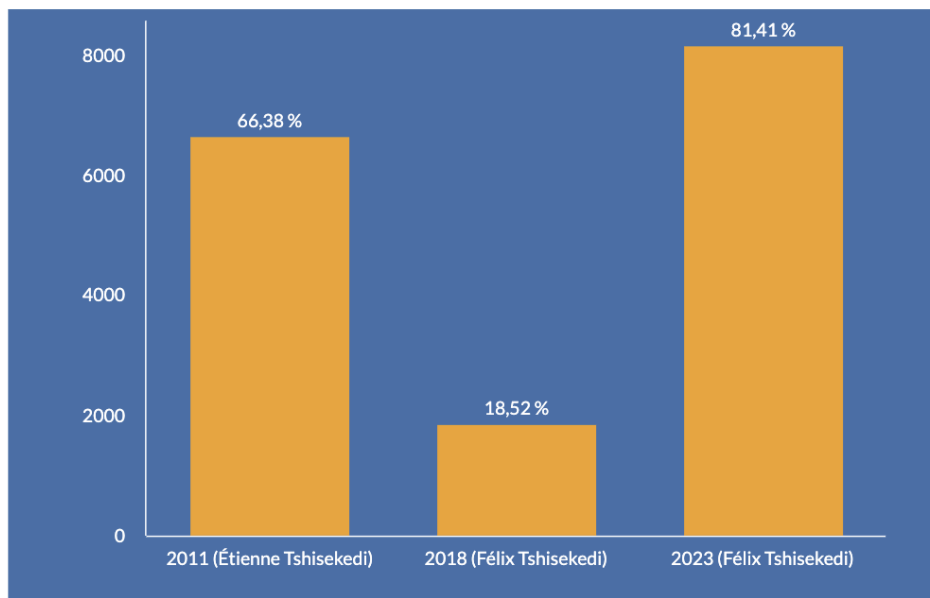
¹ Entretien avec un proche de l'opposant Martin Fayulu, Kinshasa, 29 novembre 2023.

Depuis 2019, l'UDPS, longtemps considérée comme le porte-étendard de la contestation, a vu son rôle se transformer.

Le parti, autrefois symbole de la résistance face au pouvoir en place, incarne désormais l'autorité qu'il combattait. Cette transition, marquée par des attentes immenses mais aussi des désillusions, a redéfini les rapports de force politiques dans la capitale.

Depuis son accession au pouvoir en 2019, l'UDPS, longtemps considérée comme le porte-étendard de la contestation, a vu son rôle se transformer. L'ex-« fer de lance » de l'opposition, désormais au sommet de l'État, lutte pour maintenir sa légitimité dans une ville qui l'a largement soutenu lors des dernières élections².

Présidentielle en RDC : résultats du candidat de l'UDPS à Kinshasa



Sources : données officielles de la Ceni (2011 et 2023) et fuites de la Ceni (2018) publiées par le Groupe d'étude le Congo (GEC).

Mais cette légitimité est aujourd'hui mise à mal par les dissensions internes et les dynamiques conflictuelles au sein de l'Union sacrée de la nation (USN), vaste coalition rassemblant autour du président Félix Tshisekedi d'anciens opposants et alliés de circonstance. À cela s'ajoutent des velléités de conserver le pouvoir au-delà du mandat constitutionnel, alimentant des soupçons sur une volonté de réforme constitutionnelle taillée sur mesure, tandis que la persistance de la violence armée dans l'est du pays détourne une partie des ressources et de l'attention nationales. Ces facteurs exposent l'UDPS à des critiques qui révèlent une fragilité latente.

Dans ce contexte d'apathie généralisée et de divisions internes, une question surgit : qui détient réellement le contrôle de Kinshasa, cette ville où se jouent les grandes manœuvres politiques du pays ? Si l'opposition peine à mobiliser, les dynamiques actuelles révèlent un équilibre de forces plus complexe, où la légitimité politique se confronte aux frustrations populaires et aux stratégies de domination locales.

² Les données de la présidentielle de 2018 sont issues de fuites de la Ceni, publiées par le Groupe d'étude sur le Congo (GEC), disponibles sur https://www.congoresearchgroup.org/wp-content/uploads/2019/01/Annexe_1_Resulat-42Pourcent-1.pdf

Contrôle de Kinshasa, une bataille politique et sécuritaire

Kinshasa, bien que bastion historique de l'opposition politique, présente aujourd'hui un équilibre des forces profondément transformé. L'année électorale 2023 a confirmé cette réalité : la capitale a oscillé entre remobilisation sporadique et répression systématique. La marche du 20 mai par exemple, organisée par les principaux partis d'opposition — Engagement pour la citoyenneté et le développement (ECiDé), Leadership et gouvernance pour le développement (LGD), Ensemble pour la République, et Envol — avait pour objectif de dénoncer « *la vie chère, l'insécurité généralisée en RDC et l'opacité dans les préparatifs des élections prévues en fin d'année*³ ». Dans des communes comme Ngaba et d'autres quartiers de l'est de Kinshasa, où l'opposition conserve une forte influence, les militants ont répondu présents pour soutenir leurs leaders : Delly Sesanga, Matata Ponyo, Martin Fayulu, et Moïse Katumbi.

Pourtant, cette mobilisation a rapidement été entravée par les forces de l'ordre, déployées en masse. Des militants ont été arrêtés, tandis que les leaders eux-mêmes ont été bloqués pendant plusieurs heures dans leurs véhicules avant d'être escortés hors des zones sensibles. À côté de ces forces officielles, un autre acteur joue un rôle clé dans la répression politique à Kinshasa : les « Forces du progrès », une structure informelle liée au parti présidentiel et redoutée dans la capitale. Dans tous les cas, ce recours excessif à la violence, vivement dénoncée par les organisations de défense des droits humains ainsi que par le ministère des Droits humains⁴, a marqué un tournant. Malgré les critiques, la répression des autorités a considérablement entravé les efforts de l'opposition pour retrouver sa capacité de mobilisation. Conséquence : les manifestations suivantes ont été bien moins suivies, illustrant un contraste saisissant avec les années 2015-2018, lorsque les rues de Kinshasa vibraient au rythme des grandes mobilisations contre le régime de Joseph Kabila.

- Comprendre la perte de vitesse de l'opposition

L'échec de la « marche du 20 mai » et la faible mobilisation qui a suivi illustrent une réalité préoccupante pour l'opposition à Kinshasa : son incapacité à regagner l'élan qui caractérisait autrefois ses actions. Mais, cette baisse d'influence n'est pas uniquement due aux stratégies répressives du pouvoir. Plusieurs facteurs structurels expliquent pourquoi l'opposition peine aujourd'hui à retrouver sa dynamique.

L'émiettement de sa base

Kinshasa, autrefois unifiée derrière des figures emblématiques, est aujourd'hui marquée par une fragmentation notable. Félix Tshisekedi, président de la République depuis 2019, domine la scène politique, tandis que Jean-Pierre Bemba, chef du Mouvement de libération du Congo (MLC), a rejoint son camp dans le cadre de l'USN. Martin Fayulu, ancien candidat de la coalition Lamuka et toujours populaire dans certains quartiers de l'Est de Kinshasa, se retrouve désormais isolé face à cette coalition consolidée au pouvoir.

³ Radio Okapi, « RDC : la police disperse la marche de l'opposition à Kinsha », 20 mai 2023, disponible sur <https://www.radiookapi.net/2023/05/20/actualite/politique/rdc-la-police-disperse-la-marche-de-lopposition-kinshasa>, consulté le 10 décembre 2023.

⁴ Albert-Fabrice Puela, alors ministre congolais des Droits humains, avait condamné dans un communiqué « les actes de répression » et de « brutalité » contre les manifestants, y compris des mineurs. Il avait alors exigé des « enquêtes urgentes pour que les responsabilités soient établies sur les différentes violations constatées ». Voir aussi RFI, « RDC : polémique autour de la gestion de la manifestation du 20 mai », 21 mai 2023, disponible sur <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230521-rdc-pol%C3%A9mique-autour-de-la-gestion-de-la-manifestation-du-20-mai>

La stratégie de proximité de Tshisekedi a consolidé son soutien auprès d'une partie significative de la population kinoise.

Par ailleurs, d'autres poids lourds de l'opposition, tels que Moïse Katumbi, Matata Ponyo et Delly Sesanga, concentrent leur influence dans leurs bastions régionaux – le Katanga pour Katumbi, le Maniema pour Matata et une partie de l'espace Kasai pour Sesanga. À Kinshasa, ces leaders doivent s'appuyer sur des relais locaux pour mobiliser efficacement, limitant leur capacité à peser directement sur les dynamiques de contestation. Cette dispersion affaiblit la capacité de l'opposition à rassembler les Kinois autour d'un mouvement unifié, contribuant ainsi à l'éclatement d'une base autrefois cohérente.

La répression et les gains politiques

Aussi, durant la période électorale, la répression exercée contre l'opposition a fortement entravé sa capacité de mobilisation, particulièrement à Kinshasa. Les marches organisées par les partis d'opposition étaient systématiquement interdites ou violemment dispersées, et certains leaders ont vu leurs déplacements étroitement surveillés, voire limités. Ces pressions, ciblant autant la rue que les figures dirigeantes, ont bridé les initiatives contestataires et réduit l'opposition à l'impuissance, incapable de mobiliser efficacement ses partisans.

Dans le même temps, la stratégie du président Félix Tshisekedi, axée sur quelques investissements visibles dans les infrastructures, a contribué à réduire l'attractivité de l'opposition. Dans des communes populaires telles que Kasa Vubu, Ngiri-Ngiri, Makala ou Bumbu, mais aussi à l'est et à l'ouest de la ville, des travaux de réhabilitation routière et d'autres chantiers en cours avaient, avant les élections, renforcé l'idée que son mandat portait des fruits tangibles. Bien que ces réalisations soient encore incomplètes, elles ont alimenté dans une partie de l'électorat l'espoir qu'un second mandat permettrait d'achever ces projets. « *Beaucoup [estimaient] qu'il [fallait] laisser Tshisekedi achever ce qu'il a commencé* », confiait un leader religieux avant le scrutin de décembre 2023⁵. Les résultats publiés par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), attribuant 78,43 % des suffrages à Félix Tshisekedi dans la capitale, illustrent l'efficacité de cette stratégie dans la consolidation de son assise politique auprès d'une partie significative des Kinois.

Tshisekedi et la stratégie de proximité

Ces réalisations matérielles s'accompagnent d'une stratégie plus personnelle, axée sur la présence régulière et visible du président auprès des Kinois.

Contrairement à Joseph Kabila, souvent critiqué pour son éloignement de la vie quotidienne des Kinois, Félix Tshisekedi s'efforce de cultiver une image de proximité. Lors des grands matchs des Léopards au stade des Martyrs ou lors de visites dans les quartiers touchés par des drames, le président est souvent présent, renforçant son identité de « papa social ». Entendez, un chef consolateur. Cette stratégie, qui mêle empathie publique et visibilité, consolide son soutien parmi une partie significative de la population kinoise.

- **Mobilisation politique sur des bases régionalistes à Kinshasa**

Les stratégies politiques à Kinshasa s'enracinent également dans des dynamiques identitaires profondes, où les affiliations régionales jouent un rôle central dans la structuration du pouvoir et de la mobilisation.

Malgré sa réputation de ville cosmopolite, Kinshasa reste marquée par des tensions identitaires.

⁵ Entretien avec un leader religieux, Kinshasa, 22 décembre 2023.

Une grande partie de sa population est originaire du Kongo Central et de l'ex-Bandundu, aujourd'hui divisé en Kwango, Kwilu et Mai-Ndombe. Ces appartenances façonnent les alliances politiques et influencent les fiefs électoraux des principaux partis. Par exemple, Martin Fayulu concentre ses efforts sur des communes telles que Kimbanseke, Masina, N'Djili et Ngaba, où il conserve une base fidèle.

En fait, depuis 1997, les arrangements politiques à Kinshasa reflètent souvent ces identités régionales. D'ailleurs, pour gérer ces tensions, le régime de Kabila, père et fils, avait tendance à privilégier le partage du pouvoir à l'échelle de la ville-province de Kinshasa entre les leaders de l'ex-Bandundu et du Kongo central. La liste des gouverneurs successifs illustre cette réalité.

Tableau 1. Appartenance ethnique des gouverneurs de 1997 à ce jour

Noms du gouverneur	Période	Origine
Théophile Mbemba Fundu	1997 - 2001	Bandundu/Kwango
Christophe Muzungu (intérimaire)	2001	Kasaï-Oriental
Loka Ne Kongo	2001 - 2002	Kongo-Central
David Nku Imbié	2002 - 2004	Kinshasa /Teke
Jean Kimbunda	2004 - 2005	Bandundu/Kwilu
Jean Kimbembe Mazunga	2005 - 2006	Kongo-Central
Amiral Baudouin Liwanga	2006 - 2007	Équateur
André Kimbuta Yango	2007 - 2019	Bandundu/Kwango
Clément Patrice Bafiba (intérimaire)	2019	Kongo-Central
Gentiny Ngobila Mbaka	2019 - 2024	ex Bandundu/Mai-Ndombe
Daniel Bumba Lubaki	2024 (en fonction)	Kongo-Central (un parent)

Depuis la relance du processus démocratique en 2006, les élections des autorités provinciales à Kinshasa ont souvent été influencées par des arrangements politiques fondés sur des identités ethniques. Ces dynamiques reflètent la complexité de la composition socio-politique de la ville et la manière dont les affiliations régionales façonnent le pouvoir local.

En 2007, un désaccord sur le partage des postes entre l'ancienne Alliance des Bakongo (Abako) et le MLC avait coûté cher à ce dernier, bien qu'il fût majoritaire à l'assemblée provinciale avec 22 députés sur 48. Au poste de gouverneur, le candidat du MLC, Adam Bombole, avait perdu face à André Kimbuta, soutenu par le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD), qui ne comptait alors que huit députés provinciaux. Dans le même temps, Roger Nsingi, candidat du MLC originaire du Kongo Central, avait été élu président de l'assemblée provinciale de Kinshasa. Ce qui pourrait être interprété comme une volonté de maintenir des équilibres identitaires dans les compromis politiques.

Les années suivantes ont confirmé cette tendance. En 2019, Gentiny Ngobila, originaire de l'ancienne province du Bandundu, a été élu gouverneur, tandis que le poste de président de l'assemblée provinciale revenait à Godé Mpoyi, originaire du Kasaï Oriental. Le Kongo Central s'était vu attribuer le poste de vice-gouverneur, confié à Néron Mbungu.

Cependant, des tensions internes ont rapidement éclaté : en 2021, Mbungu a été démis de ses fonctions à la suite d'une motion de défiance et remplacé par Gecoco Mulumba, également Kasaïen. Ces tensions ont atteint leur paroxysme en juin 2023, lorsque le gouverneur Ngobila a accusé ses opposants, notamment Godé Mpoyi et Gecoco Mulumba, de chercher à « balubaliser » Kinshasa, faisant allusion à leur volonté supposée de placer un gouverneur luba à la tête de la ville. Ces accusations ont exacerbé les divisions ethniques, aggravant un conflit déjà profond entre les responsables provinciaux. Ngobila, en quête de soutien, a déclaré : « *Ngobila est un natif de Kinshasa et Godé Mpoyi est un parvenu à Kinshasa à l'âge adulte... À chaque ville ses autochtones*⁶. »

Ces tensions identitaires, souvent exacerbées par ce type de discours incendiaires, s'entrelacent avec des dynamiques plus larges de mobilisation, où des acteurs non institutionnels s'invitent au jeu politique. Dans un contexte marqué par la guerre persistante dans l'Est et les débats autour d'un projet de réforme constitutionnelle, certains de ces groupes pourraient être activés ou instrumentalisés, ravivant le spectre de la violence dans la capitale.

Cinq acteurs majeurs de violence mobilisables

De 2023 à ce jour, Kinshasa a connu plusieurs actes de violence qui nécessitent une attention particulière de l'opinion nationale et des autorités publiques. La deuxième mégapole de l'Afrique subsaharienne demeure fragile sur le plan sécuritaire.

Tableau 2. - Frise chronologique des violences à Kinshasa (décembre 2023 - janvier 2025)

1. 13 juillet 2023 – Commune de Gombe

- Découverte de l'assassinat de Chérubin Okende, opposant au pouvoir en place après avoir exercé les fonctions de ministre des transports et voies de communication pour le compte du parti Ensemble pour la République de Moïse Katumbi.

2. 07 décembre 2023 – Commune de Nsele

- Incident lors de la distribution de dons par une candidate député. Tensions entre la candidate et des jeunes mécontents, entraînant l'agression d'un garde du corps et l'intervention de la police.

3. 13 décembre 2023 – Commune de Limete

- Affrontements entre les partisans de Gecoco Mulumba et des jeunes contestataires du quartier Ndanu. Utilisation de Kuluna par la campagne de Gecoco pour intimider la population, entraînant plusieurs blessés.

4. 14 décembre 2023 – Commune de Kimbanseke

- Violences liées à la distribution d'argent par Junior Nembalemba. Bousculades, intervention des Kuluna, affrontements avec la police et mort d'un policier.

5. 15 décembre 2023 – Commune de Ngaliema

- Conflit entre Franck Diongo et les Forces du progrès. Destruction d'affiches de Tshisekedi, affrontements violents et incendie partiel d'une paroisse CBCO où Diongo s'était réfugié.

6. 18 décembre 2023 – Commune de Lingwala

- Affrontements entre partisans de Moïse Katumbi et motards de l'UDPS refusant la distribution de matériels électoraux. L'équipe de campagne de Katumbi agressée à coups de pierres.

⁶ Zamenga Odimbale, « Kinshasa: Ngobila "le Kinois" s'en prend à Godé Mpoyi le "Kinois non originaire" », *Mediacongo*, 22 juin 2023, disponible sur https://www.mediacongo.net/article-actualite-123547_kinshasa_ngobila_le_kinois_s_en_prend_a_gode_mpoyi_le_kinois_non_originaire.html, consulté le 15/06/2024.

7. 20 décembre 2023 – Communes de Ngaba et Ngaliema

- Violences le jour du scrutin causées par des suspicions de fraude et une mauvaise organisation des bureaux de vote. À l'ITP Bumbu, un candidat tente d'influencer les électeurs en distribuant de l'argent, entraînant des échauffourées.

8. 21 décembre 2023 – Camp Luka, Commune de Ngaliema

- Reprise des élections dans certains bureaux après des violences entre partisans de différents candidats. Soupçons de corruption électorale entraînant une bagarre.

9. 27 décembre 2023 – Boulevard Triomphal, Communes de Kasa Vubu et Kinshasa

- Manifestation de l'opposition réprimée violemment par la police. Confrontation entre militants de l'ECiDé de Martin Fayulu et forces de l'ordre, usage de gaz lacrymogène et tirs en l'air.

10. 06 janvier 2024 – Commune de Gombe et Ngaba

- Invalidation de 82 candidatures, dont celle de Gentiny Ngobila. Manifestations de ses partisans dans plusieurs quartiers, barricades et pneus brûlés.

11. 13 janvier 2024 – Commune de Limete

- Violences post-électorales après la publication des résultats des législatives. Affrontements entre factions internes de l'UDPS et Forces du progrès mobilisées par des leaders frustrés.

12. 17 janvier 2024 – Avenue de l'Enseignement, Commune de Kasa Vubu

- Manifestation des militants du MLC devant le siège du parti contre les résultats des élections législatives. Barricades, pneus brûlés et répression policière.

13. 31 juillet 2024 – Commune de Gombe

- Attaque de la résidence de l'ancien président Joseph Kabila par les forces du progrès, après avoir endommagé et pillé les appartements d'un immeuble opposant deux hommes d'affaires sur l'avenue Uvira

14. 28 janvier 2025 – Commune de Gombe

- Attaque et/ou pillage des ambassades occidentales supposées contre la RDC, après la chute de Goma.
- Pillage de quelques supermarchés et bureaux supposés appartenir à certains opposants au régime.

Au-delà de la mauvaise réputation des forces de l'ordre, Kinshasa se caractérise par quatre autres phénomènes redoutables : Forces du progrès, *Kuluna*, Maîtres et *Mobondo*.

Les Forces du progrès ont élargi leur champ d'action.

Les tensions politiques et identitaires de Kinshasa, loin de s'apaiser, ont favorisé l'émergence ou la résurgence de groupes capables de jouer un double rôle : catalyseurs de mobilisation partisane et vecteurs potentiels de violence.

Ces dynamiques, bien que déjà visibles avant les élections de décembre 2023, demeurent tout aussi préoccupantes dans le contexte post-électoral, où elles pourraient être exploitées à des fins stratégiques.

En s'appuyant sur des identités régionales et des frustrations sociales, ces cinq dynamiques majeures façonnent un paysage de mobilisation marqué par des risques de violence latente. Qu'il s'agisse des Forces du progrès, des Kuluna ou encore des milices comme les Mobondo, ces acteurs évoluent dans un environnement de fragilité institutionnelle et de rivalités politiques exacerbées. Dans le climat actuel, leur instrumentalisation reste un risque tangible.

1) Le phénomène « Forces du progrès »

Depuis les années 1990, l'UDPS, bien que prônant officiellement la lutte pacifique, a souvent été associée à des formes d'intolérance politique. Ses militants, connus sous le nom de « parlementaires debout » ou « combattants », ont longtemps joué un rôle déterminant dans la diffusion de l'idéologie du parti et les marches populaires, parfois par des actes de violence. Cette violence, dirigée tant contre les adversaires politiques que contre des membres internes soupçonnés de trahison, a marqué l'histoire du parti. « *Plusieurs anciens de l'UDPS ont été physiquement agressés chaque fois qu'ils étaient suspectés d'être à la solde de Mobutu ou de Kabila* », raconte un haut cadre du parti⁷.

Entre 2009 et 2010, alors que se profilaient les élections de 2011, une nouvelle entité informelle a émergé au sein de l'UDPS : les « Forces du progrès ». Regroupant des militants radicaux, cette structure, semblable à une milice, se concentrait principalement dans la commune de Limete, fief et siège national du parti.

Sous le régime de Joseph Kabila, ces militants se distinguaient par leur agressivité et leur mobilisation lors des affrontements politiques.

Depuis l'accession de Félix Tshisekedi à la présidence, les Forces du progrès ont élargi leur champ d'action à l'ensemble de Kinshasa. Bien que non officiellement reconnues par le parti, elles entretiennent des liens ambigus avec sa direction. « *J'ai connu beaucoup de problèmes avec les mêmes jeunes, manipulés par certains politiciens qui ne sont même pas de l'UDPS. Aujourd'hui, tous les politiciens, quand ils se déplacent, dans leurs rangs, ils ont leurs propres "Forces du progrès"* », expliquait Augustin Kabuya lors d'une conférence de presse tenue le 17 décembre 2023 à Kinshasa⁸. Ce jour-là, le secrétaire général de l'UDPS voulait surtout prendre ses distances - du moins, officiellement - avec cette nébuleuse après la destruction, 48 heures plus tôt, d'un temple et d'un institut professionnel de l'Église du Christ au Congo (ECC), dans la commune de Ngaliema, dans

⁷ Entretien avec un haut cadre de l'UDPS, Kinshasa, 29 décembre 2023.

⁸ *Forum des As/MCP via MediaCongo*, « Dans une mise au point hier au siège du parti, Augustin Kabuya : "Les Forces du progrès ne sont pas une structure officielle de l'UDPS" », 18 décembre 2023, disponible sur https://www.mediacongo.net/article-actualite-130887_dans_une_mise_au_point_hier_au_siege_du_parti_augustin_kabuya_les_forces_du_progres_ne_sont_pas_une_structure_officielle_de_l_udps.html

l'ouest de la ville, par des jeunes présumés appartenir aux Forces du progrès, à la suite d'une altercation avec l'opposant Franck Diongo en pleine campagne électorale⁹.

En mai 2023, lors des manifestations de l'opposition à Kinshasa, des militants des Forces du progrès ont été aperçus aux côtés de la police nationale, participant à la répression des manifestants. Cet épisode témoigne de leur instrumentalisation par les autorités pour faire taire les voix dissidentes.

« Ils [les jeunes se réclamant de "Forces du progrès"] sont éparpillés partout. Personne aujourd'hui ne peut avoir le courage de nous dire tel groupe opère en faveur de telle personne. Mais comme responsable de l'UDPS, je tiens à préciser que l'UDPS n'a pas cette structure en son sein », martelait alors Kabuya quelques mois plus tard, soulignant qu'il s'agit de « structures informelles qui se créent par rapport aux circonstances, mais qui ne sont pas gérées par le secrétaire général » de l'UDPS¹⁰.

Ces « Forces du progrès » oscillent entre soutien au parti et confrontation avec ses dirigeants. Elles ont notamment joué un rôle actif dans les tensions au sein de la coalition entre le Cap pour le changement de Tshisekedi (Cach) et le Front commun pour le Congo (FCC) de Kabila, s'en prenant violemment aux députés restés loyaux à l'ancien président à l'Assemblée nationale, mais ont également participé à la mobilisation contre de figures autrefois vénérées comme Jean-Marc Kabund. À l'intérieur même des Forces du progrès, des factions se forment selon les allégeances personnelles, ce qui alimente des rivalités internes, comme l'illustre l'affrontement entre deux camps du parti présidentiel, le 6 août 2024, au Palais du peuple, lors du dépôt de la candidature d'Idrissa Mangala, candidat de l'UDPS/Tshisekedi à la présidence du Sénat¹¹. La division interne au sein de l'UDPS renforce l'influence des Forces du progrès. Aujourd'hui, *« certains de nos camarades sont derrière Augustin Kabuya, et d'autres soutiennent Deogratias Bizibu »*, les deux se disputant le secrétariat général du parti, regrette un député de l'UDPS, qui estime par ailleurs que cette scission n'est pas étrangère aux échauffourées du 6 août 2024 au Palais du peuple.

En tout cas, la capacité des Forces du progrès à exercer une violence ciblée en fait un danger non seulement pour les opposants politiques, mais aussi pour les mouvements citoyens et les organisations perçues comme hostiles au régime. Leur rôle lors de la répression des manifestations de mai 2023 ou dans les tensions xénophobes contre l'agression rwandaise démontre leur instrumentalisation potentielle dans des contextes sensibles. Ce phénomène rappelle des exemples internationaux, comme en Jamaïque ou au Nigeria, où des milices politiques se sont transformées en gangs criminels, difficilement éradiqués dans un contexte de pauvreté et de chômage de masse¹².

⁹ Jephthé Kitsita, « Vandalisme de l'église locale CBCO CAC : L'ECC exige de Force du Progrès de l'UDPS réparation immédiate des dégâts causés », *7sur7.cd*, 16 décembre 2023, disponible sur <https://7sur7.cd/2023/12/16/vandalisme-de-leglise-locale-cbco-cac-lecc-exige-de-force-du-progres-de-ludps-reparation>

¹⁰ *Forum des As/MCP via MediaCongo, op.cit.*

¹¹ *Actualité.cd*, « Assemblée nationale : le premier vice-président, Jean Claude Tshilumbayi satisfait de la décision du gouvernement de renforcer la sécurité du Palais du peuple après les récents incidents », 9 août 2024, disponible sur <https://actualite.cd/2024/08/09/assemblee-nationale-le-premier-vice-president-jean-claude-tshilumbayi-satisfait-de-la>

¹² J. Shola Omotola, « From Political Mercenarism to Militias: The Political Origin of the Niger Delta Militias », in *Fresh Dimensions on the Niger Delta Crisis of Nigeria*, Victor Ojaborotu, 2009, p. 91 ; Glaister Leslie, « Confronting the Don: The Political Economy of Gang Violence in Jamaica », *Small Arms Survey* (Occasional Paper 26), novembre 2010.

2) Le phénomène Kuluna

En dehors des Forces du progrès, un autre groupe inquiète particulièrement lors des périodes de crise ou d'élections à Kinshasa : les *Kuluna*. Alors que les Forces du progrès se distinguent par leur engagement initialement partisan, mais souvent dicté par des intérêts immédiats et des loyautés variables, les *Kuluna* opèrent dans un cadre plus déstructuré, essentiellement orienté vers la criminalité urbaine. Ces deux groupes partagent toutefois une caractéristique commune : leur potentiel d'instrumentalisation par des acteurs politiques dans un contexte de tension.

Apparu dans les années 2000, dans un contexte de crise socio-économique aggravée par les pillages de 1991 et 1993, le phénomène *Kuluna* s'est enraciné dans les communes défavorisées de Kinshasa.

Aujourd'hui, leur présence reste une source d'inquiétude pour les autorités, mais aussi une opportunité pour certains politiciens cherchant à utiliser leur force pour influencer les dynamiques locales, en période électorale ou de tension.

Côté carotte, depuis le régime de Joseph Kabila, plusieurs rapports ont révélé que les *Kuluna* parviennent à nouer des partenariats aussi bien avec des partis politiques qu'avec certains agents ou commandants de la police¹³. Qu'il s'agisse de partis au pouvoir ou dans l'opposition, le recours aux *Kuluna*, moyennant rémunération, permet d'exercer la violence contre les candidats ou les partisans adverses. Face à un État qui peine à assurer la sécurité des personnes et des biens, « *les hommes politiques recrutent des Kuluna pour saboter les manifestations des leaders ou des partis en compétition électorale*¹⁴ ».

Côté bâton, depuis décembre 2024, les autorités ont intensifié leur lutte contre les *Kuluna* à travers des opérations telles que « Ndobó » et « Zéro Kuluna »¹⁵, qui ont permis l'arrestation de centaines de membres de gangs. Ces initiatives rappellent des efforts similaires sous le régime Kabila, notamment le transfert de *Kuluna* dans des centres de réhabilitation comme Kaniama Kasese, dans le Haut-Lomami. Vraisemblablement comme aujourd'hui, dans le passé, ces programmes, qui combinaient des formations professionnelles en maçonnerie, menuiserie ou mécanique, avaient montré des limites en raison des contraintes budgétaires et de l'absence de suivi structuré.

Malgré ces efforts, il sera difficile, voire impossible, d'éradiquer les *Kuluna* uniquement par la répression, le phénomène étant profondément enraciné dans la pauvreté, le chômage et l'exclusion sociale. Autrement dit, dans ce contexte post-électoral marqué par le débat sur une réforme constitutionnelle et une crise sécuritaire persistante à l'Est, les *Kuluna* demeurent une force vulnérable à l'instrumentalisation.

¹³ Marc-André Lagrange et Thierry Vircoulon, « Criminels ou justiciers ? Gangs de la République démocratique du Congo », *Global Initiative*, mai 2021, disponible sur <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/06/Criminels-ou-justiciers-Les-Kuluna-gangs-de-Re%CC%81publique-de%CC%81mocratique-du-Con%CC%81go-GITOC.pdf>, consulté le 20/02/2024.

¹⁴ *Idem*.

¹⁵ « Ndobó » (« hameçon » en lingala) et « Zéro Kuluna » sont deux initiatives gouvernementales lancées en décembre 2024 à Kinshasa pour lutter contre les *Kuluna*. Ces opérations impliquent des arrestations massives et des procès, parfois expéditifs, conduisant à des condamnations sévères, y compris la peine de mort.

3) Le phénomène « Maître » ou *batu ya makasi*

Après les Forces du progrès et les Kuluna, un autre groupe susceptible de jouer un rôle dans les dynamiques de violence ou de mobilisation à Kinshasa est celui des « Maîtres ». Ces derniers, souvent sportifs aguerris en arts martiaux (karaté, judo, lutte, catch...), jouissent d'une réputation de *batu ya makasi*, ou hommes forts, dans leurs quartiers respectifs et au-delà. Recherchés pour leur influence locale et leur capacité à dissuader des adversaires, ils attirent particulièrement l'attention des politiciens en quête de protection ou de muscle pour appuyer leurs ambitions politiques.

Dans certaines communes de Kinshasa, les Maîtres ne se contentent pas de servir les intérêts partisans. Ils se positionnent également comme des acteurs de sécurité informels. Les Maîtres volontaires anti-Kuluna, comme ils sont parfois appelés, combattent activement les gangs criminels pour protéger les citoyens et collaborent avec la police pour lutter contre le banditisme urbain. « *Sans nous, les Kuluna auraient déjà pris le contrôle de cette ville* », affirme un Maître volontaire¹⁶. « *Nous avons besoin d'un soutien financier et matériel de l'État pour poursuivre notre mission.* »

Cependant, cette dynamique de sécurité parallèle n'est pas sans risque. Les rivalités entre Maîtres, souvent exacerbées par des affiliations politiques ou des ambitions personnelles, peuvent dégénérer en violences lors des périodes électorales, notamment lorsqu'ils se retrouvent au service de candidats concurrents. Cette compétition entre groupes d'influence locale s'ajoute aux tensions existantes, renforçant la complexité des enjeux de sécurité à Kinshasa.

¹⁶ Entretien avec un Maître volontaire anti-Kuluna, Kinshasa, le 2 décembre 2023, Kinshasa.

Ambassades sous le feu : quand la rue devient une arme politique

Fin janvier, alors que Goma vacille sous la pression du M23 et de l'armée rwandaise, Kinshasa s'embrase sous l'effet d'appels à la mobilisation visant les chancelleries occidentales.

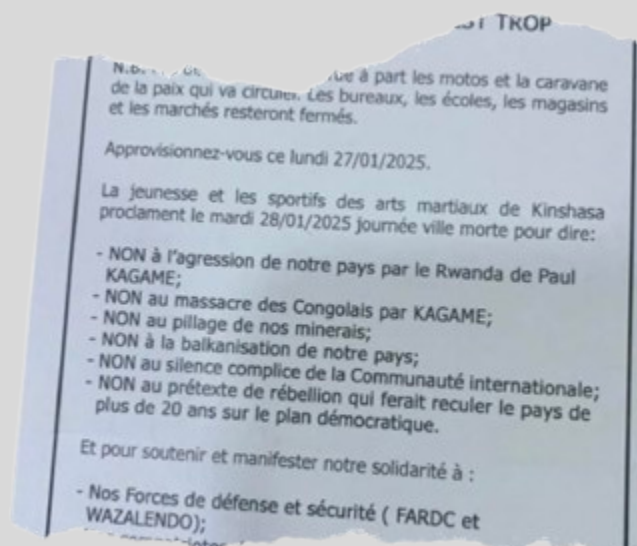
Le 25 janvier, la Lucha tente d'organiser un « *rassemblement populaire* » devant le palais du Peuple en solidarité avec les

populations du Nord-Kivu, mais seule une poignée de militants y prend part. Le même jour, Constant Mutamba, ministre de la Justice et leader du Nogec-A, annonce une « *marche patriotique et républicaine* » pour le 27 janvier, ciblant directement les ambassades des États-Unis, de la France, de la Belgique, du Royaume-Uni, et la Délégation de l'Union européenne. Face aux protestations diplomatiques en coulisses, il recule dès le lendemain : la marche est officiellement « *reportée* ».

Mais la machine est lancée. Le 26 janvier, le mouvement Urgences panafricanistes de Kemi Seba prend le relais, promettant des manifestations devant les mêmes chancelleries dès le lundi 27 janvier. Ce jour-là, cependant, aucun rassemblement majeur n'a lieu. Pourtant, Kinshasa bruisse de rumeurs, entre menaces ouvertes et messages anonymes relayés sur les réseaux sociaux.

C'est finalement le mardi 28 janvier que la situation dégénère. La veille, des tracts circulent dans la ville, appelant à une « *Kinshasa ville morte* » sous l'impulsion de la « *jeunesse et des sportifs des arts martiaux de Kinshasa* » - les *Batu ya makasi*, ou hommes forts, déjà identifiés dans la note comme des acteurs potentiels de violence. Des figures proches de l'UDPS relaient l'appel, alimentant une rhétorique hostile aux ambassades et aux « *Blancs* »¹⁷.

La journée vire à l'émeute : incendies devant l'ambassade de France, saccage de l'immeuble abritant l'ambassade du Rwanda, assauts contre d'autres représentations diplomatiques occidentales et africaines, scènes de pillage des supermarchés. Ce qui avait commencé comme un appel à la solidarité avec l'Est s'est transformé en un déchaînement de colère instrumentalisé. Cette séquence illustre la facilité avec laquelle des acteurs politiques peuvent activer des groupes violents pour canaliser un ressentiment populaire latent - un mécanisme clé analysé dans cette note.



¹⁷ Voir à ce sujet l'émission *Po Na Congo* diffusée le 27 janvier 2025 sur Congo Buzz TV, disponible sur <https://youtu.be/qO2nwToUBC4?si=vYfcP8ssLm81EI0b&t=3932>.

4) Le phénomène Mobondo et ses attaques sporadiques

Les attaques de la milice Mobondo, largement documentées en 2022 et 2023, continuent de laisser une empreinte profonde sur la sécurité dans la périphérie de Kinshasa, notamment à Maluku. Constituée principalement de membres de la communauté Yaka, cette milice reste en conflit avec les Teke, un différend foncier qui s'est étendu depuis Kwamouth (Mai-Ndombe) jusque dans la commune de Maluku, aux plateaux de Bateke.

Malgré l'intensification des opérations de l'armée et de la police à cette époque, les bilans successifs – comme les 12 morts signalés aux plateaux de Bateke en décembre 2022¹⁸ ou les 9 victimes recensées à Mbakana en novembre 2023¹⁹ – témoignent de l'incapacité des autorités à éradiquer complètement cette menace. Aujourd'hui, en ce début de l'année 2025, les tensions demeurent préoccupantes, exacerbées par une faiblesse persistante du contrôle sécuritaire dans les zones rurales proches de Kinshasa.

Le climat de conflit entre Yaka et Teke, associé aux enjeux de réformes constitutionnelles en cours et aux répercussions récentes à Kinshasa du conflit armé à l'Est, soulève des craintes quant à la capacité de milices à être instrumentalisées. Comme l'ont dénoncé les évêques catholiques dès mai 2023, les « mains sanguinaires » depuis Kinshasa pourraient, selon eux, être derrière les violences causées par les Mobondo au Bandundu et à Maluku²⁰. Ces dynamiques suggèrent que, aujourd'hui encore, la milice Mobondo reste un acteur susceptible d'être activé dans des contextes de crise.

5) Les services de sécurité instrumentalisés

La gestion des forces de l'ordre en RDC continue d'être vivement critiquée pour ses abus et bavures, notamment dans le contexte électoral de 2023. L'assassinat de Chérubin Okende, porte-parole d'Ensemble de l'opposant Moïse Katumbi, en juillet 2023, a alimenté les accusations de « crime d'État », renforçant les soupçons d'un usage politique de la violence.

Un peu plus tôt, lors de la marche de l'opposition du 20 mai 2023, « *certains éléments de la police nationale étaient porteurs des mêmes outils de violences qu'ils échangeaient visiblement avec des individus en tenue civile, dont certains portaient le dorsal BSU ou Brigade spéciale de l'UDPS, Force du progrès*²¹ ». Une « *telle complicité affichée publiquement* » qui avait conduit Donatien Nshole, secrétaire général de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) à s'interroger « *si cette brigade spéciale n'est pas une milice officiellement entretenue* ».

¹⁸ Ministère de la Communication, «Compte rendu de la soixante-dix-neuvième réunion du conseil des ministres », 2 décembre 2022, disponible sur <https://www.primature.gouv.cd/wp-content/uploads/2022/12/COMPTE-RENDU-DE-LA-SOIXANTE-DIX-NEUVIEME-REUNION-DU-CONSEIL-DES-MINIS-TRES-DU-02-DECEMBRE-2023.pdf>

¹⁹ Osée Manzanza, «9 morts dans une attaque des miliciens Mobondo à Mbakana vers Maluku (Kinshasa)», 14 novembre 2023, *Top Congo FM*, disponible sur <https://topcongo.live/articles/9-morts-dans-une-attaque-des-miliciens-mobondo-a-mbankana-vers-maluku-kinshasa>.

²⁰ Jonathan Mesa, «RDC: les évêques catholiques dénoncent des "mains sanguinaires" depuis Kinshasa derrière les violences au Bandundu et à Maluku», 22 mai 2023, *Actualite.cd*, disponible sur <https://actualite.cd/2023/05/22/rdc-les-eveques-catholiques-denoncent-des-mains-sanguinaires-depuis-kinshasa-derriere>.

²¹ *Radio Okapi*, «Marche de l'opposition : la CENCO écoeurée par l'usage d'armes blanches par des manifestants, "au vu et au su de la police sans être interpellés"», 22 mai 2023, disponible sur <https://www.radiookapi.net/2023/05/23/actualite/societe/marche-de-lopposition-la-cenco-ecoeuree-par-lusage-darmes-blanches-par>.

Ces faits ont nourri les critiques des organisations de défense des droits humains, telles que Human Rights Watch (HRW)²², qui ont documenté ces dynamiques de répression et la collaboration entre la police nationale et des groupes para-politiques.

Loin de condamner ces violences, le président Félix Tshisekedi avait publiquement félicité le chef de la police chargé de la répression de la marche, déclarant le 22 mai 2023 : « *Bravo pour le travail que vous avez fait, zéro mort (...) Les voyous ont été maîtrisés, c'est très bien*²³. » Il a également promis une promotion à quelques officiers ayant pris une part active à cette répression. Ces propos avaient alors soulevé des inquiétudes sur l'impartialité de l'enquête annoncée sur les violences policières et renforcé les craintes d'une tolérance, voire d'un encouragement, à l'usage disproportionné de la force contre les manifestants. « *Le président ne devrait pas récompenser les officiers supérieurs lorsque les manifestants sont violemment réprimés, mais plutôt veiller à ce que les enquêtes soient crédibles et équitables et que tous les individus reconnus responsables d'abus soient sanctionnés ou poursuivis de manière adéquate*²⁴ », recommandait alors Carine Kaneza, directrice adjointe de la division Afrique de HRW.

Plus récemment, à la mi-novembre 2024, les opposants Delly Sesanga et Bernadette Tokwaulu, ainsi que quelques autres militants, ont été « brutalement interpellés à Kinshasa après que leur manifestation ait été dispersée²⁵ ». Ils voulaient sensibiliser contre le projet de réforme constitutionnel.

Ces événements s'inscrivent dans une longue tradition de répression. Cette instrumentalisation des forces de sécurité, déjà décrite avant et pendant les élections, demeure une menace persistante dans un environnement post-électoral marqué par des incertitudes politiques, sécuritaires et sociales.

Priorités pour éviter une explosion de violences

Les dynamiques politiques et sécuritaires à Kinshasa, loin d'être stabilisées après les élections de 2023, révèlent un équilibre fragile où divers acteurs de violence restent actifs et mobilisables. La persistance de groupes tels que les Forces du progrès, les Kuluna, les Maîtres, la milice Mobondo, ainsi que l'instrumentalisation des forces de sécurité témoignent d'une instabilité latente. À cela s'ajoute un contexte national incertain, marqué par des velléités de réforme constitutionnelle et une guerre persistante dans la partie orientale du pays, autant de facteurs pouvant raviver les tensions dans la capitale.

Dans ce climat post-électoral où les tensions politiques et les frustrations sociales restent vives, trois priorités s'imposent :

²² Human Rights Watch, « RD Congo : Des manifestations pacifiques violemment réprimées », 29 mai 2023, disponible sur <https://www.hrw.org/fr/news/2023/05/29/rd-congo-des-manifestations-pacifiques-violemment-reprimees>.

²³ *Beto.cd*, « RDC : "Zéro mort, les voyous ont été maîtrisés, c'est très bien", Félix Tshisekedi félicite la police après la marche réprimée de l'opposition », 23 mai 2023, disponible sur <https://beto.cd/actualite/encontinu/2023/05/23/rdc-zero-mort-les-voyous-ont-ete-maitrises-cest-tres-bien-felix-tshisekedi-felicite-la-police-apres-la-marche-reprimee-de-lopposition.html/133309/>.

²⁴ Human Rights Watch, « RD Congo : des manifestations pacifiques violemment réprimées », *op.cit.*

²⁵ Éric Lukoki, « Delly Sessanga et Bernadette Tokwaulu brièvement interpellés par la Police à Kinshasa », *Top Congo FM*, disponible sur <https://topcongo.live/articles/delly-sessanga-et-bernadette-tokwaulu-brievement-interpelles-par-la-police-a-kinshasa>.

1. Anticiper et prévenir les risques d'instrumentalisation de la violence

- La montée des tensions entre le pouvoir et l'opposition autour du débat constitutionnel, ainsi que les rivalités internes au sein de l'USN, exigent une vigilance renforcée face au risque d'instrumentalisation des groupes violents.
- L'État doit renforcer les mécanismes de démobilisation et de réinsertion des Kuluna, mais aussi veiller à ce que les Forces du progrès et d'autres groupes para-politiques ne soient pas utilisés pour des règlements de comptes politiques.

2. Renforcer la transparence et la gouvernance sécuritaire

- Il est impératif d'engager des réformes structurelles pour assurer une impartialité dans le maintien de l'ordre, éviter la collusion entre la police et des groupes violents, et garantir le respect des droits fondamentaux.
- Une enquête indépendante sur les bavures commises avant, pendant et après les élections permettrait d'établir des responsabilités et de dissuader de futures dérives.

3. Encourager une mobilisation citoyenne constructive

- Face à une société kinoise gagnée par une certaine léthargie, il est essentiel de revitaliser l'engagement civique et citoyen, notamment en encourageant des initiatives de dialogue entre les autorités, la société civile et les populations locales.
- Les frustrations populaires ne doivent pas être laissées aux mains d'acteurs violents. Le développement de cadres de participation politique plus inclusifs pourrait réduire la tentation du recours à la violence et renforcer la légitimité des institutions.

En définitive, Kinshasa demeure un foyer de tensions où le risque de violences dépendra largement des choix politiques des mois à venir. Le défi pour les autorités congolaises sera de maintenir un équilibre entre stabilité politique, réponse aux revendications populaires et maîtrise des groupes violents, sans céder à la répression excessive ni à la complaisance envers des forces potentiellement déstabilisatrices.

CONTEXTE

Pourquoi une série d'analyses sur la violence électorale en RDC

Les élections congolaises de 2023 ont été critiquées pour plusieurs raisons : peu de débats politiques de fond, les institutions électorales politisées et le chaos les jours de scrutins. Et pourtant, contrairement à certaines prédictions, il y a eu relativement peu de violence tout au long du processus.

Pourquoi en est-il ainsi et quelles leçons peut-on en tirer ? C'est l'objet de cette série de trois notes d'analyse d'Ebuteli. Nous examinons trois régions : la capitale Kinshasa, la ville frontalière orientale de Goma et l'ancienne province du Katanga.

Ces trois cas présentent des dynamiques différentes : Kinshasa est une mégapole de probablement plus de 17 millions d'habitants et l'épicentre des campagnes politiques ; Goma est située au cœur d'une zone de conflit, avec environ 400 000 personnes déplacées, et avec une présence importante de groupes armés et de forces de sécurité dans et autour de la ville ; et le Katanga, maintenant divisé en quatre provinces, Haut-Katanga, Haut-Lomami, Lualaba et Tanganyika, contenant de grandes villes et de vastes zones rurales.

La violence était bien présente dans le processus électoral. À Kinshasa, la plupart des violences ont eu lieu entre les membres de l'Union sacrée pour la nation (USN), coalition au pouvoir, qui se disputaient les sièges parlementaires, bien qu'il y ait également eu une certaine répression ciblée de l'opposition. À Goma, la violence armée persistante dans la région faisait craindre un climat tendu pendant les élections. Au Katanga, nous avons reçu des rapports faisant état de 18 incidents de violence liés aux élections, dont beaucoup étaient imprégnés d'invectives ethniques entre les communautés kasaïennes et katangaises.

Pourtant, ces violences sont restées sporadiques, sans commune mesure avec les grandes mobilisations de 2015-2018 contre le pouvoir de Joseph Kabila. La popularité relative de Félix Tshisekedi, alors président sortant, le désenchantement général à l'égard de la politique, ainsi que la désorganisation de l'opposition peuvent justifier cette situation. Cela a conduit à une faible participation le jour des élections et à une mobilisation populaire relativement anémique, en dépit des problèmes logistiques rencontrés par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Au Katanga par exemple, le déploiement généralisé des forces de sécurité a également découragé la mobilisation.

Cependant, en y regardant de plus près, il y a des raisons de s'inquiéter. À Kinshasa, il y a des signes de collusion entre les gangs criminels et les politiques, ainsi que la tendance des branches des certains partis politiques - les Forces de progrès de l'UDPS en particulier - à agir comme des milices. Des évolutions similaires - en Jamaïque et au Nigeria, par exemple - ont formé la base d'une violence urbaine profondément enracinée. Pendant ce temps, au Katanga, les conflits intercommunautaires qui ont couvé sous la surface pendant la campagne de 2023 pourraient facilement éclater en une violence plus grande à l'avenir si des mesures urgentes ne sont pas prises. Aujourd'hui, alors que la politique du gouvernement et des bailleurs de fonds s'est concentrée sur les groupes armés essentiellement ruraux de l'Est, le phénomène de la violence électorale, essentiellement urbain, mérite qu'on s'y intéresse.

À propos

Ebuteli est l'institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa et à Goma.

Site web : <https://ebuteli.org>

X (ex-Twitter) : [@ebuteli](#)
